



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/41/448
S/18211
9 juillet 1986
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante et unième session
Point 33 de la liste préliminaire*
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAÏN

CONSEIL DE SECURITE
Quarante et unième année

Note verbale datée du 8 juillet 1986, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent du Guyana auprès de
l'Organisation des Nations Unies

Le Représentant permanent du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de lui transmettre le texte de la Déclaration sur l'Afrique australe adoptée à la septième Réunion des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes, tenue récemment à Georgetown, le 3 juillet 1986. Le Représentant permanent serait reconnaissant au Secrétaire général de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

* A/41/50/Rev.1 et Corr.1

ANNEXE

Déclaration sur l'Afrique australe adoptée à la septième Réunion
des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes, tenue à
Georgetown le 3 juillet 1986

A leur septième Réunion, tenue à Georgetown, les chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes ont examiné l'évolution récente de la situation ainsi que les derniers faits survenus en Afrique australe. Ils ont rappelé que la répression accrue que le régime raciste d'Afrique du Sud fait subir à la population noire du pays, et son agression flagrante contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe, ont été largement condamnées. Ils ont noté que les événements récents, en particulier la réinstauration de l'état d'urgence, les pleins pouvoirs accordés à la police en matière d'arrestations et de détentions - qui ont conduit à l'emprisonnement de plus d'un millier de personnes - et la censure stricte imposée à la presse, n'ont fait que renforcer l'indignation ressentie par les peuples des Caraïbes. Ces événements ont également renforcé la solidarité des Caraïbes avec le peuple opprimé d'Afrique du Sud et avec les gouvernements et les peuples des Etats de première ligne, victimes des agressions répétées de l'Afrique du Sud.

Les chefs de gouvernement ont fait le bilan des efforts faits dans le passé pour trouver une solution pacifique, dans le cadre de négociations, à la situation affligeante qui règne en Afrique australe et ont constaté que tous ces efforts avaient été réduits à néant par l'intransigeance du régime de Pretoria, ce qui ne laissait d'autre choix au peuple opprimé que de se lancer dans la lutte armée.

A cet égard, les chefs de gouvernement se sont tout particulièrement félicités du rapport du Groupe de personnalités éminentes du Commonwealth, groupe qu'ils ont contribué à créer aux Bahamas en octobre dernier. Ils se sont déclarés satisfaits des efforts faits par le Groupe en vue de faciliter la réalisation des objectifs de l'Accord de Nassau, à savoir le démantèlement de l'apartheid et la mise en place en Afrique du Sud d'un gouvernement non racial et représentatif, ces deux objectifs étant de la plus grande urgence.

Les chefs de gouvernement ont exprimé leur déception de voir le régime raciste faire avorter aussi grossièrement les efforts déployés par le Groupe de personnalités éminentes pour instaurer un dialogue en vue d'un changement pacifique, auquel participeraient les représentants authentiques de la population noire. Toutefois, ils ne sont nullement surpris par les conclusions auxquelles est parvenu le Groupe, à savoir qu'à l'heure actuelle, Pretoria n'a aucunement l'intention de démanteler l'apartheid et qu'aucun processus de dialogue conduisant à la mise en place d'un gouvernement non racial et représentatif ne semble se dessiner. De toute évidence, depuis octobre dernier, on n'a enregistré en Afrique du Sud aucun progrès vers la réalisation des objectifs de l'Accord de Nassau. En fait, de l'avis des chefs de gouvernement, la situation a même empiré.

Les chefs de gouvernement sont, tout comme le Groupe de personnalités éminentes, convaincus que l'absence d'une véritable pression économique sur l'Afrique du Sud et la conviction du régime raciste qu'il n'a pas à craindre une telle pression, retardent en fait un changement en Afrique du Sud. Ils estiment donc qu'il faut sans plus tarder exercer une pression véritable sur l'Afrique

du Sud si l'on veut éviter une conflagration. Il est dès lors absolument impératif que de nouvelles mesures économiques, auxquelles le Groupe de personnalités éminentes ne voit pas d'alternative, soient prises. Remettre à plus tard les sanctions revient à renforcer davantage l'apartheid, ce qui, pour la communauté des Caraïbes, est absolument ignoble et inacceptable. Les chefs de gouvernement s'engagent donc à oeuvrer dans toutes les enceintes, notamment dans le cadre du Commonwealth, de l'Organisation des Etats américains, du Système économique latino-américain et de l'ONU, pour que la prise de sanctions ne soit pas reportée et que des sanctions économiques obligatoires soient imposées à l'encontre de l'Afrique du Sud par l'ensemble de la communauté internationale.

Le Premier Ministre des Bahamas assurera au mois d'août la présidence de la Réunion d'examen du Commonwealth. Les chefs de gouvernement l'ont chargé de faire part aux participants à la Réunion de leurs vues collectives et de leur ferme volonté de recourir à tous les moyens dont ils disposent pour favoriser la réalisation des objectifs de l'Accord de Nassau. Les chefs de gouvernement appellent tous leurs homologues qui participeront à cette réunion à faire connaître leur même volonté afin de mettre en branle les mécanismes propres à conduire rapidement à l'application du nouveau programme de sanctions prévu dans l'Accord et à l'application stricte de ces sanctions.

Les chefs de gouvernement sont conscients que les sanctions économiques comportent un coût, tant pour le peuple sud-africain que pour les pays qui les imposent. Le peuple opprimé d'Afrique du Sud a clairement montré qu'il était disposé à en payer le prix. Les peuples des Caraïbes membres du Commonwealth en paient également le prix depuis plus de trois décennies, ayant depuis longtemps rompu toute relation avec l'Afrique du Sud.

Les chefs de gouvernement prennent simultanément les dispositions nécessaires pour communiquer leurs vues aux dirigeants des pays de la Communauté économique européenne (CEE) et des Etats-Unis et leur demander instamment de partager leurs inquiétudes et de prendre les mesures effectives imposées par la nécessité du changement en Afrique du Sud. Les peuples de la Communauté des Caraïbes sont liés par une solidarité indéfectible à tous ceux qui luttent contre l'apartheid.

Enfin, si en dépit de tous les efforts il ne peut y avoir unanimité à la Réunion d'examen du Commonwealth, qui doit se tenir en août, sur les moyens de promouvoir les objectifs convenus du Commonwealth à propos de l'Afrique du Sud, le Premier Ministre des Bahamas, au nom des chefs de gouvernement, demandera la convocation dans les plus brefs délais d'une réunion d'urgence de tous les chefs de gouvernement du Commonwealth.